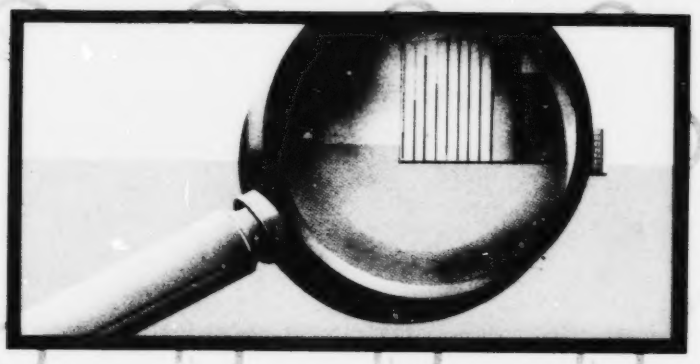
Recherches

DU CONSEIL
DU STATUT
DE LA FEMME



Québec

Gouvernement du Québec
Conseil du statut
de la femme

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES DU BAS ST-LAURENT/GASPÉSIE

ÉTUDE EFFECTUÉE POUR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

LOUISE DALLAIRE
SERVICE DE LA RECHERCHE
AOÛT 1986

Québec:
8, rue Cook
3ième étage, bureau 300
Québec G1R 5J7

Montréal:
1255, place Philippe,
bureau 708,
Montréal H3B 3G1

Dépôt légal: 3ème trimestre 1986

Bibliothèque Nationale du Québec

IBN: 2-550-16628-0

TABLE DES MATIÈRES

		PAGE
1.0	Introduction.....	1
2.0	La région.....	2
3.0	Portrait socio-démographique.....	5
3.1	Plus de jeunes mais autant de femmes âgées qu'au Québec.....	5
3.2	Une fécondité en déclin plus prononcé qu'au Québec.....	5
3.3	Des unions et désunions.....	7
3.4	Plus faible monoparentalité dans Rimouski et en Gaspésie, particulièrement aux Îles-de-la-Madeleine.....	8
3.5	Plus faible scolarité en Gaspésie qu'à Rimouski.....	11
3.6	Plus de femmes diplômées que d'hommes à tous les niveaux; oui, mais.....	16
4.0	Portrait socio-économique.....	17
4.1	Participation à la main-d'oeuvre et chômage.....	17
4.1.0	Participation à la main-d'oeuvre plus importante aux Îles-de-la-Madeleine qu'au Québec.....	17
4.1.1	Femmes "hors famille": plus forte participation à la main-d'oeuvre et chômage moins criant.....	19
4.1.2	Chômage aigu chez les jeunes célibataires résidant chez leurs parents.....	20
4.1.3	Une participation à la main-d'oeuvre réduite associée à la présence d'enfants chez les conjointes.....	21
4.1.4	Les mères sans conjoint, peu scolarisées et nombreuses en chômage.....	21
4.1.5	Être plus scolarisées et augmenter sa participation à la main-d'oeuvre.....	22

4.2 Statut professionnel et travail à temps partiel..... 23

4.2.0 Une scolarité plus élevée facilite le passage à l'état de salariée..... 23

4.2.1 Près d'une femme sur trois travaille à temps partiel aux Iles-de-la-Madeleine..... 24

4.3 Secteurs d'emplois et professions..... 25

4.3.0 Les femmes de la Gaspésie plus présentes dans l'industrie manufacturière.... 25

4.3.1 Les femmes confinées dans des professions traditionnelles à une exception près, en Gaspésie..... 29

4.4 Les niveaux de revenus..... 31

4.4.0 Les jeunes les moins scolarisées disposent d'un plus faible revenu..... 31

Conclusion..... 37

Notes..... 43

Annexe I 49

Annexe II 53

1.0 INTRODUCTION

En réalisant ce portrait socio-économique des femmes de la Gaspésie et de Rimouski, le Conseil du statut de la femme se donne un instrument étoffé dans lequel il puisera les arguments nécessaires pour débattre certaines questions. Une bonne connaissance de la situation des femmes de la région constitue en effet une étape essentielle en vue de la résolution des problèmes socio-économiques qui les concernent.

Par ce document, on vise d'abord à connaître le niveau de participation des femmes à la main-d'oeuvre, puis à lier celui-ci à leur âge, à leur scolarité, à leur situation matrimoniale et familiale (présence d'enfant(s) et d'un conjoint). S'ajoute l'intérêt de présenter la structure de l'emploi féminin, du chômage afférent, de déterminer l'importance du travail à temps partiel, d'estimer le niveau des revenus ou la pauvreté relative.

Cette étude ne prétend pas couvrir toutes les facettes de la production des femmes à la main-d'oeuvre ou à l'extérieur, ni toucher du doigt les interactions entre le travail des femmes et la famille ou la culture, sous les aspects de l'éducation des rôles, de l'organisation sociale et familiale. Néanmoins, on constatera qu'il s'avère possible de repérer des groupes de femmes socio-économiquement défavorisées ou, à tout le moins, vulnérables.

Afin de mieux cerner cette population, on présentera, en premier lieu, les caractéristiques socio-démographiques des femmes de la Gaspésie et de Rimouski. Ces variables

capitales ont été posées en toile de fond sur laquelle s'impriment les divers éléments de la réalité socio-économique de ces femmes[1].

2.0 LA RÉGION[2]

Ce portrait distingue la division de recensement de Rimouski de la zone souvent désignée comme la Gaspésie et qui regroupe des divisions des Îles-de-la-Madeleine, de Gaspé-Est et Ouest, de Matapédia, de Matane et de Bonaventure.

Vaste région-ressources, le territoire ici retenu compte plusieurs petits pôles urbanisés, mais dont l'ensemble affiche un caractère plutôt rural. Les îlots de population s'égrènent en bordure de la péninsule (exception faite des Îles). La topographie de la zone, son visage maritime, ont en partie conditionné le développement économique axé sur l'exploitation des ressources naturelles, même si à l'heure actuelle, l'économie régionale, comme ailleurs au Québec, compte une majorité d'emplois tertiaires (services-commerces). La pauvreté de la région en potentiel hydro-électrique n'a toutefois pas permis jusqu'à maintenant d'asseoir les bases requises pour un développement industriel important.

Si on avait à qualifier l'évolution régionale de 1850 à 1960, on pourrait parler de périodes ponctuées de difficultés et d'instabilité économiques, de migrations de population. Absence ou mauvais contrôle des ressources naturelles, situation souvent déficitaire et précaire des pêcheries qui, artisanales, ont pris non sans grincements un caractère industriel; caractère saisonnier

des emplois forestiers; ouverture puis fermeture de scieries, faiblesse de l'industrie manufacturière et investissements limités; éloignement des centres (malgré l'arrivée du chemin de fer vers 1890-1900, l'amélioration tardive des communications maritimes et ferroviaires et la structuration du réseau routier en 1900-1950), tous ces facteurs ne constituent que quelques-unes des contraintes imposées au développement régional. Souvent acculée à la misère, la main-d'oeuvre émigrait vers les petits centres, vers la ville ou à l'extérieur de la région dans l'espoir de trouver un emploi ou optait pour une exploitation polyvalente des ressources naturelles qui subsiste toujours: pêche-agriculture, forêt-agriculture, pêche-forêt. La dispersion des gisements miniers n'a pas favorisé l'éclosion d'une industrie rentable, exception faite de la mine de cuivre de Murdochville, ouverte en 1956. Elle a donné un élan au secteur des services et du commerce mais sans pour autant attirer d'autres industries. Après les années 60, une tentative de planification régionale échoue, ayant favorisé la zone de Rimouski au détriment de la Gaspésie; l'exportation de la main-d'oeuvre continue à défaut d'exportation des productions locales. En outre, cette main-d'oeuvre est souvent détournée du secteur primaire vers des activités tertiaires où le chômage sévit.

La plupart des contraintes qui pesaient sur l'économie des périodes antérieures demeurent étonnamment actuelles quoique des efforts soient consentis afin de les contourner. De façon générale, le revenu moyen a augmenté, réduisant d'autant le fossé entre les personnes résidant dans la région et celles du reste du Québec. La santé et l'éducation ont fait des progrès quoique la région,

surtout en période de crise économique, ne soit pas encore en mesure de fournir du travail aux chômeurs/-euses instruit/es qui émigrent à Montréal ou à Québec. Mais on tend vers une gestion et un contrôle plus efficace des ressources de la mer, de la forêt, de la terre jusque là souvent mal ou sous-exploitées. L'économie reste toutefois fortement dépendante de la demande (poisson, cuivre, papier, bois) qui provient des marchés extérieurs. Beaucoup d'emplois (forêts) sont encore soumis à des mouvements saisonniers. Au plan agricole, la superficie des terres a diminué en même temps que progressait l'élevage. Depuis 1979, des programmes visent la diversification agricole (maraîchage mixte et petits fruits, pommes de terre, élevage de lapins, renards, vison, moutons, etc.). L'agriculture devient même un complément à la pêche et au tourisme dans les Îles-de-la-Madeleine. Celui-ci, non négligeable quoique plafonné, s'est structuré davantage. Mais l'activité manufacturière toujours limitée est le plus souvent reliée à la transformation du poisson, à la production de bois et de papier. L'équilibre économique, compte tenu de tous ces éléments, conserve un caractère de précarité et nécessite de constants ajustements et transformations.

3.0 PORTRAIT SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

3.1 Plus de jeunes mais autant de femmes âgées qu'au Québec (graphique 1)

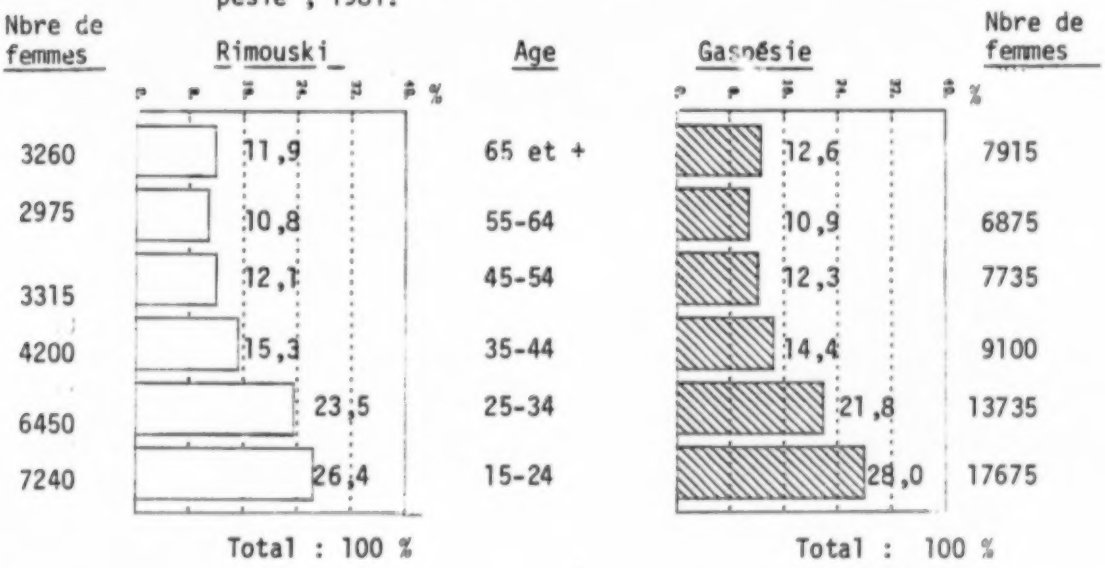
Au recensement de 1981, on dénombrait 63 035 femmes[3] de 15 ans et plus en Gaspésie, parallèlement à 27 440 en zone rimouskoise. Elles sont moins nombreuses que les hommes sur le premier territoire, contrairement à ce qu'on observe sur le second. Par ailleurs, la population féminine régionale compte une plus forte proportion de jeunes femmes âgées de 15-24 ans (Gaspésie: 28,0%, Rimouski: 26,4%) qu'au Québec; toutefois, la proportion de femmes âgées est similaire et même parfois supérieure dans les comtés de Matapédia et de Bonaventure, de telle sorte qu'en 1981, 11,9% (3 260) des femmes de Rimouski et 12,6% (7 915) des Gaspésiennes avaient 65 ans et plus, comparativement à 12,9% au Québec.

Présentement, les femmes du Bas St-Laurent/Gaspésie[4] peuvent espérer vivre 79,2 ans, soit légèrement plus que les Québécoises (78,9) et 7,9 ans de plus que les hommes de la région. La mortalité infantile y est également moindre qu'au Québec.

3.2 Une fécondité en déclin plus prononcée qu'au Québec

En 20 ans seulement, la fécondité des femmes du Bas St-Laurent/Gaspésie a baissé considérablement de telle sorte qu'en 1982-1983 les taux de fécondité[5] entre 20 et 34 ans (et de façon marquée entre 20-24 ans) ont même chuté sous le seuil québécois.

Graphique I : Répartition en nombre et en pourcentage de la population féminine selon certains âges, comparaison Rimouski, Gaspésie , 1981.



SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, Population; logements privés occupés, ménages privés, familles de recensement dans les ménages privés; certaines caractéristiques, cat 93-917, vol. 2 tableau 1.

L'indice synthétique de fécondité qui représente le nombre moyen d'enfants qu'auraient les femmes au cours de leur vie, si elles adoptaient le même comportement procréateur que celui observé chez les femmes de tous âges une année donnée, cet indice donc est passé de 5,3 enfants à 1,5 dans l'ensemble de la région et de 3,8 à 1,7 au Québec, de 1961 à 1983. Ce front d'onde a atteint la région de même que les autres territoires, même si l'amplitude et la rapidité du phénomène que constitue le déclin de la fécondité varie quelque peu d'un endroit à un autre. Par conséquent, à l'heure actuelle, les différences régionales apparaissent beaucoup moins flagrantes qu'elles ne l'étaient auparavant.

3.3 Des unions et désunions

L'état matrimonial joue un rôle important dans la vie des femmes en tant que variable reliée aux conditions et transformations économiques, sociales et culturelles.

Avant l'âge de 25 ans, la proportion de conjointes[6] est plus faible dans Rimouski (23,7%) et en Gaspésie (22,1%) qu'au Québec (26,0%), d'où un âge plus élevé au moment de l'union et un célibat plus important pour ce groupe. Mais après 25 ans, c'est l'inverse qui se produit[7], les alliances se nouent en plus grand nombre. Dans Rimouski, l'union libre s'avère à peu près aussi populaire qu'au Québec, touchant 35,1% des jeunes femmes de 15-24 ans et 11,1% des 25-34 ans. En ce qui concerne la Gaspésie, des différences importantes sont à signaler aux Îles-de-la-Madeleine où 38,6% des 15-24 ans et 9,7% des 25-34 ans vivent en union libre, soit davantage qu'au Québec. A l'opposé, dans les comtés de Gaspé-est,

Gaspé-ouest, Matane, Matapédia et Bonaventure, l'union libre est moins répandue qu'ailleurs[8]. Après l'âge de 35 ans, le choix de l'union libre perd partout de son importance pour devenir assez marginal, le mariage légal s'y étant substitué.

D'autre part, les données indiquent une fraction moindre de femmes séparées et divorcées[9], et ce, pratiquement à tous les âges: 3,2% dans Rimouski et seulement 2,6% en Gaspésie, comparativement à 5,4% au Québec. Il se pourrait que les désunions soient proportionnellement moins nombreuses dans la région mais une petite réserve doit être émise à cet effet. Une personne ayant déjà vécu une séparation ou un divorce en 1976, par exemple, vivant avec un nouveau conjoint en 1981, est considérée comme conjointe au moment du recensement. Dès lors, ou on se sépare moins et divorce moins dans la région, ou si on le fait autant, on retourne plus rapidement à l'état de conjointe. Enfin, à l'âge de 65 ans et plus, 1 155 femmes dans Rimouski et 2 875 en Gaspésie vivent une situation de veuvage, constituant ainsi une proportion moindre qu'au Québec.

3.4 Plus faible monoparentalité dans Rimouski et en Gaspésie, particulièrement aux Îles-de-la-Madeleine[10]

On peut émettre comme hypothèse que la situation familiale des femmes est susceptible d'avoir des répercussions sur leur participation à la main-d'oeuvre, sur le travail à temps partiel; que les comportements peuvent différer selon que la femme habite ou non avec un conjoint, réside ou non avec ses parents et ait ou non un

(des) enfant(s) à la maison. Ces considérations justifient un regard sur cette variable.

Les conjointes constituent le groupe le plus important parmi les femmes de toutes situations, étant 15 420 dans Rimouski et 36 740 en Gaspésie. Environ quatre conjointes sur cinq de chaque sous-région retenue ont entre 25 et 64 ans. La présence d'enfant(s) à la maison est nettement plus remarquée chez les conjointes de la région que chez leurs consoeurs québécoises, et davantage chez les femmes de moins de 45 ans et chez les Gaspésiennes (graphique 2).

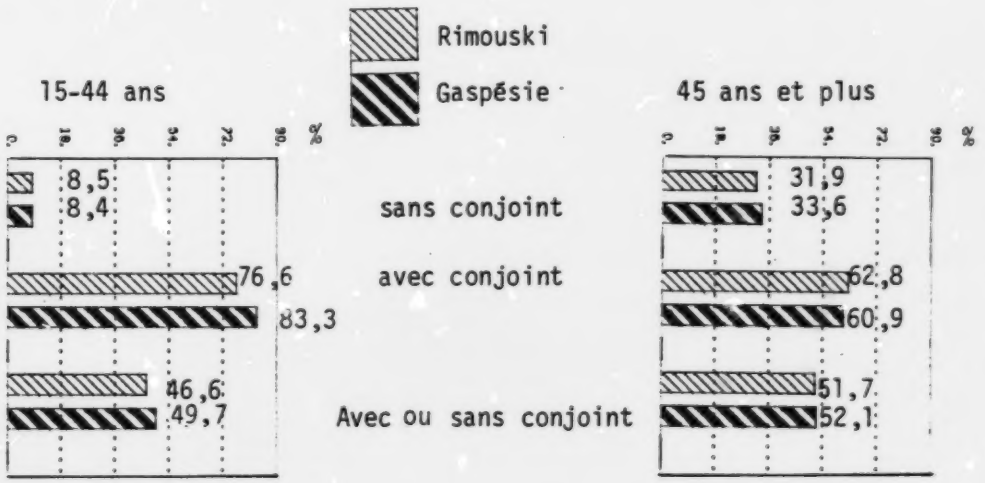
Les mères sans conjoint, fréquemment désignées comme responsables d'une famille monoparentale[11], sont au nombre de 1 655 dans Rimouski et de 3 850 en Gaspésie en 1981. Environ 60% ont 45 ans et plus. Dans l'ensemble, la monoparentalité est moins fréquente dans la région étudiée qu'au Québec mais surtout deux fois moins marquée aux Îles-de-la-Madeleine[12].

% des mères vivant sans conjoint, Québec 1981

	15-44	45 et +	total
Rimouski	8,1	22,2	13,0
Gaspésie	7,5	20,8	12,3
dont Iles-de-la-Madeleine	4,5	12,7	7,4
Ensemble du Québec	11,4	22,4	15,2

Par ailleurs, au moins une femme sur cinq (19,3% dans Rimouski, 22,9% en Gaspésie et 25,1% aux Îles) vivait chez ses parents en 1981, soit davantage qu'au Québec.

Graphique 2 : Répartition des mères avec enfants à la maison parmi toutes les femmes avec conjoint ou sans conjoint, comparaison Rimouski et Gaspésie, 1981.



SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 1 et 11.

La majorité de ces "enfants célibataires"[13] n'avaient pas encore 25 ans (tableau 1); on en dénombrait 5 090 dans Rimouski et 14 110 en Gaspésie.

Les femmes qui ne vivent pas avec un conjoint, chez leur(s) parent(s) ou avec un(des) enfant(s), sont classées parmi les femmes "hors famille"[14]; leur proportion parmi l'ensemble des femmes croît après l'âge de 25 ans (tableau 1) étant donné les séparations, les divorces et les veuvages. Ces femmes ont dans la région une importance relative moindre qu'au Québec (17,4%), tout particulièrement en Gaspésie (11,3%). Elles se répartissent dans tous les groupes d'âges, mais les trois cinquièmes ont plus de 45 ans en Gaspésie, une jeunesse plus évidente caractérisant celles de Rimouski (1 sur 4 a entre 15 et 24 ans, et autant entre 25-44 ans). On en dénombrait 4 150 dans Rimouski et 6 950 dans le reste de la péninsule.

Enfin, de toutes ces femmes, près de la moitié (48,3% Rimouski, 50,5% Gaspésie) ont un ou des enfants à la maison, soit une fraction un peu plus importante que chez les Québécoises (45,7%).

3.5 Plus faible scolarité en Gaspésie qu'à Rimouski (graphique 3)

L'analyse des données sur la scolarité doit constamment être mise en rapport avec les déterminants suivants:

.Existence de 3 CEGEP (Rimouski, Matane, Gaspésie) et de l'UQAR[15].

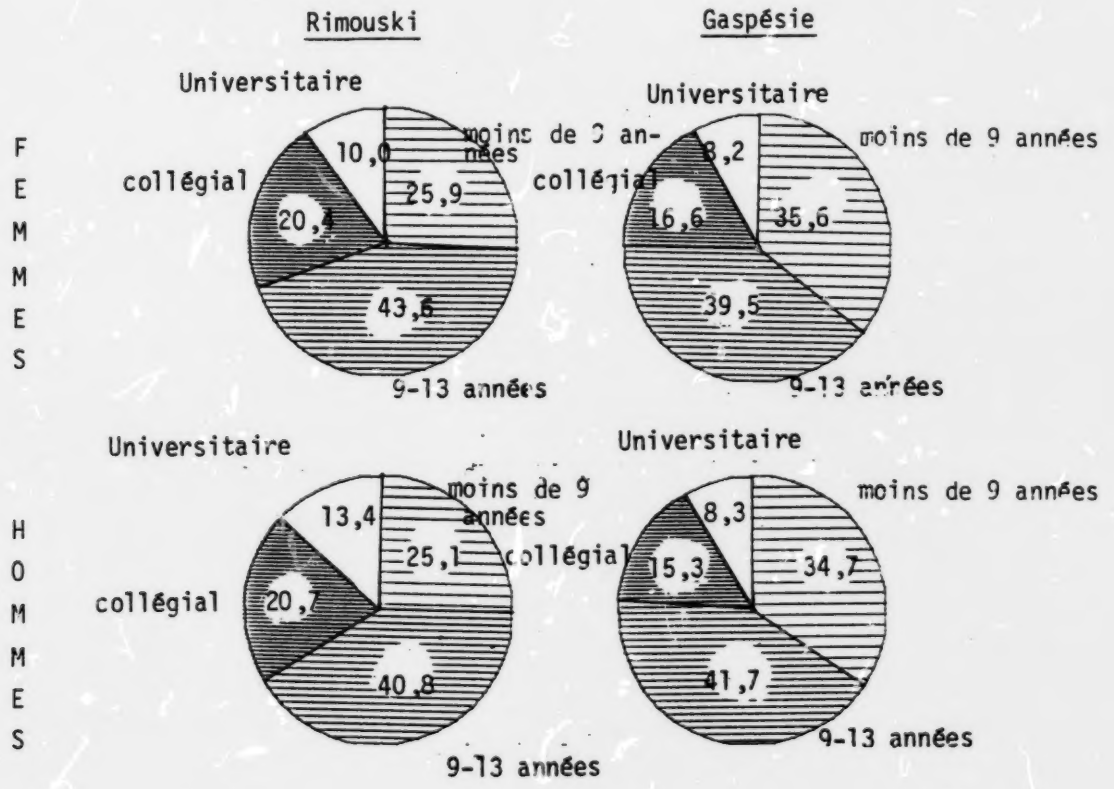
TABLEAU 1: Répartition en pourcentage de la population féminine selon la situation familiale et l'âge, comparaison Rimouski et Gaspésie, 1981.

Région Situation familiale	AGE 15-24	25-44	45-64	65 et +	Total %	N TOUT AGE
Rimouski						
/âge pour ch. groupe						
. conjointes	10,7	53,3	28,6	7,4	100,0	15 420
. mères ss conjoint[1]	4,2	35,8	38,0	22,0	100,0	1 655
. enfants célib.	86,3	11,7	2,0	0,0	100,0	5 090
. femmes hors-famille	24,5	27,0	21,2	27,3	100,0	4 150
. Total	27,1	40,0	22,9	10,0	100,0	///
N	7 140	10 525	6 025	2 635	///	26 315
/situation pour ch. âge						
. conjointes	23,2	78,1	73,2	43,1	58,6	15 420
. mères ss conjoint[1]	1,0	5,7	10,5	13,9	6,3	1 655
. enfants célib.	61,6	5,7	1,7	0,0	19,3	5 090
. femmes hors-famille	14,2	10,6	14,6	43,1	15,8	4 150
. Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	///
N	7 140	10 525	6 025	2 635	///	26 315
Gaspésie						
/âge pour ch. groupe						
. conjointes	30,3	50,1	29,9	9,7	100,0	36 740
. mères ss conjoint[1]	7,4	32,0	38,8	21,8	100,0	3 850
. enfants célib.	86,2	12,1	1,6	0,1	100,0	14 110
. femmes hors-famille	17,9	19,8	23,2	39,1	100,0	6 990
. Total	28,3	36,9	23,2	11,6	100,0	///
N	17 485	22 740	14 305	7 145	///	61 690
/situation pour chaque âge						
. conjointes	21,7	81,0	76,7	49,9	59,6	36 740
. mères ss conjoint[1]	1,6	5,4	10,4	11,7	6,2	3 850
. enfants célib.	69,5	7,5	1,6	0,1	22,9	14 110
. femmes hors-famille	7,1	6,1	11,4	38,3	11,3	6 990
. Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	///
N	17 485	22 740	14 305	7 145	///	61 690

1. Femmes responsables d'une famille monoparentale

SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, Tableaux 2-3.

Graphique 3 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint et le sexe, comparaison Rimouski et Gaspésie, 1981.



SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, Langue, origine ethnique, religion, lieu de naissance, scolarité. MASC, avril 1984, cat. 93-929, tableaux 11 et 14.

.Émigration collégiale: 17,6%[16] des cégepiens originaires du Bas St-Laurent/Gaspésie s'inscrivaient ailleurs que sur le territoire à l'automne 1982.

.Attraction exercée par Rimouski sur les gens de la Gaspésie (seule université de la région) et des autres régions (clientèle des 3 CEGEP: 22,2% en 1982 viennent de l'extérieur de la région du Bas St-Laurent/Gaspésie et en 1979, il en est de même pour 32% des étudiantes et étudiants de l'UQAR[17] à cause de programmes particuliers (océanographie, aménagement régional, etc).

.Une étudiante post-secondaire financièrement indépendante est recensée à son lieu d'études contrairement à celle qui dépend de son(ses) parent(s) et est recensée au lieu de résidence de ces derniers.

De la combinaison de ces facteurs, il résulte que Rimouski apparaît nettement plus favorisée au plan scolaire que la Gaspésie. L'accès aux études collégiales pour les femmes "rimouskoises" semble comparable à la situation des Québécoises et est en voie de l'être au niveau universitaire. L'émigration scolaire des femmes gaspésiennes et de celles des Îles-de-la-Madeleine existe dans une certaine mesure[18], mais les résidentes accusent un net retard quant à la proportion de gens ayant atteint le collégial; on y compte également une fois et demie moins d'universitaires, tant hommes que femmes, que parmi les Québécoises (graphique 3). Malgré l'éloignement, les femmes des Îles sont les plus scolarisées de toutes les Gaspésiennes; ce n'est pourtant pas parce que la demande de personnel de niveau universitaire (enseignement, services sociaux et médicaux, entre autres) y est plus grande, comme on le verra plus loin.

Le désir de revenir aux Îles importe peut-être plus pour ces femmes que le souci de se trouver ailleurs un emploi requérant des études universitaires.

.On ne note pas de différence significative entre les hommes et les femmes, au plan de la scolarité atteinte.

.L'écart entre les Québécoises et les Gaspésiennes est le plus marqué pour les générations plus âgées: pour les 65 ans et plus, 69,6% des femmes de la zone de Rimouski et 76,6% de celles de la Gaspésie n'avaient pas une neuvième année, comparativement à 63,2% chez les Québécoises. Même parmi les 15-24 ans, 8,1% des filles n'avaient pas atteint ce niveau en Gaspésie, comparativement à 5,1% au Québec et 3,2% à Rimouski.

Les différences entre Rimouski et la Gaspésie se reproduisent parmi les femmes de diverses situations familiales, mais à des degrés variés[19].

À l'instar des Québécoises, ce sont d'abord les "enfants célibataires" qui affichent la plus forte scolarité collégiale (et probablement universitaire mais toutes n'ont pas terminé leurs études), plus de 20% ayant atteint ce niveau. Suivent les femmes "hors famille": 11% d'entre elles en Gaspésie (même si les trois cinquièmes ont plus de 45 ans) et 12,8% dans Rimouski ont atteint l'université. Les conjointes s'inscrivent au 3ième rang, 28,4% dans Rimouski et 19,3% en Gaspésie ayant poursuivi des études post-secondaires. Enfin, les mères sans conjoint, dont 60% ont plus de 45 ans, se retrouvent en bas de l'échelle scolaire, avec plus de 45% n'ayant pas complété une neuvième année. Étant

donné l'attraction exercée par Rimouski sur la Gaspésie et la zone de Québec, les données relatives à ce territoire reflètent l'apport d'étudiantes-étudiants qui proviennent de ces régions, ce qui contribue peut-être à embellir l'image que projetterait autrement cette zone.

3.6 Plus de femmes diplômées que d'hommes à tous les niveaux; oui, mais...

Les informations relatives à la fréquentation scolaire peuvent laisser transparaître de nouvelles tendances en éducation, lesquelles détermineront en partie l'engagement sur le marché du travail. Les données ne servent qu'à titre d'indicateurs puisqu'elles concernent l'ensemble de la région du Bas St-Laurent/Gaspésie.

Au niveau secondaire[20], on compte, en 1983, légèrement plus de femmes diplômées que d'hommes; à l'instar des Québécoises, 69,3% complétaient leur formation générale (55,5% pour les hommes) s'assurant ainsi la possibilité de poursuivre au collégial. Tout comme dans l'ensemble du Québec, les femmes se retrouvent en plus grand nombre que les hommes au collégial, mais seulement 41,7% d'entre elles privilégient à ce niveau la formation générale (préalable à l'université), parallèlement à 59,5% pour les consoeurs québécoises; ce constat prévaut aussi pour les diplômés de sexe masculin dont 37,1% seulement reçoivent une formation générale.

Les femmes au collégial s'orientent principalement[21] en techniques infirmières, en éducation spécialisée, en assistance sociale, en administration des finances, en secrétariat et en tourisme. Lorsque des programmes tel

"technique d'aménagement" sont offerts à Rimouski, Matane et Gaspé, on n'y retrouve pratiquement que des hommes. L'informatique pouvant être considérée comme un bastion masculin constituait toutefois l'exception en 1980 puisqu'on y observait plus de femmes que d'hommes.

Par ailleurs, en 1983[22], 522 femmes obtenaient un diplôme de l'UQAR. Presque deux fois plus nombreuses au baccalauréat, et en nombre égal aux hommes inscrits au certificat, les femmes freinent leur élan aux études supérieures puisque des 22 maîtrises complétées, seulement 8 leur sont décernées cette année-là. On peut émettre l'hypothèse qu'elles privilégient, dans une plus grande mesure, l'entrée plus rapide dans un emploi et le perfectionnement plutôt que l'accès à des études supérieures. Au baccalauréat et à la maîtrise, on en comptait 6 sur 10 en éducation, mais aucune sur les 7 diplômés d'océanographie et une seule parmi les quatre diplômés en planification urbaine, sociale et régionale. Enfin, le nursing et les soins infirmiers sont préférés à la biologie tandis que l'administration et les sciences humaines supplantent les sciences pures et appliquées.

4.0 PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE

4.1 Participation à la main-d'oeuvre et chômage

4.1.0 Participation à la main-d'oeuvre plus importante aux Îles-de-la-Madeleine qu'au Québec

Les données chiffrées sur la main-d'oeuvre excluent principalement les personnes aux études à temps plein,

les conjointes au foyer, les personnes retraitées, les chômeuses et chômeurs découragés, les employées et employés saisonniers.

En 1981, 47,2% des femmes de la division de Rimouski participaient à la main-d'oeuvre, soit la même proportion que parmi les Québécoises[23]. De ce point de vue, les femmes gaspésiennes accusent un retard avec un pourcentage de 41,9%; la même constatation prévaut pour les hommes de cette sous-région, quoique leur participation dépasse nettement celle des femmes. Parmi les femmes de la Gaspésie qui participaient à la main-d'oeuvre en 1981, 1 sur 4 et presque autant d'hommes étaient en chômage. La zone de Rimouski, moins touchée, affichait pourtant un chômage de 15,6% dans la population féminine; c'était autant que pour les hommes de la région et plus que pour les Québécoises (12,7%). En 1985, les données de l'enquête sur la population active pour juin, juillet et août, montrent une participation féminine à la main-d'oeuvre d'environ 50% au Bas St-Laurent et dans l'ensemble du Québec[24]. Mais là encore la Gaspésie se démarque, n'affichant qu'un taux de participation féminine de 41,1%. Quatre années après 1981, le chômage semble avoir connu une baisse puisque seulement 14,4% des femmes du Bas St-Laurent recherchaient un emploi, comparativement à 12,1% au Québec, tandis qu'en Gaspésie, l'indice pour les hommes était de 16,7% et de 14,6% pour les sexes réunis (les données relatives au sexe féminin ne sont pas fournies). Quoique la situation paraisse s'être améliorée, il ne faut pas oublier que ces chiffres concernent 3 mois où les emplois se révèlent souvent plus nombreux.

De façon générale, la participation à la main-d'oeuvre (1981) se révèle un peu plus forte chez les jeunes (15-24) qu'entre 25 et 64 ans[25]. Aux Îles-de-la-Madeleine, il est étonnant de constater la présence plus marquée des femmes dans la main-d'oeuvre qu'en général chez les Québécoises (57,1% entre 15-24 ans et 51,4% entre 25 et 64 ans). Enfin, le chômage touche partout deux fois plus de jeunes femmes de 15-24 ans que celles plus âgées, de telle sorte qu'en 1981, 1 065 jeunes femmes de Rimouski (et 1 220 hommes) et 3 210 de la Gaspésie et (3 785 hommes) recherchaient activement un emploi, excluant celles qui se sont découragées.

TAUX DE PARTICIPATION À LA MAIN-D'OEUVRE ET TAUX DE CHÔMAGE DES FEMMES SELON LA RÉGION ET L'ÂGE, QUÉBEC, 1981 (%)

Région	Taux de participation 15-24	25-64	Taux de chômage 15-24	25-64
Rimouski	56,1	50,2	26,3	10,9
Îles-de-la-Madeleine	58,8	63,8	35,9	17,9
Gaspésie (sans Îles)	48,2	44,4	37,2	19,3

4.1.1 Femmes "hors famille"[25]: plus forte participation à la main-d'oeuvre et chômage moins criant

Les femmes "hors famille" vivent une situation particulière: célibataires indépendantes, femmes divorcées,

séparées ou veuves, elles sont appelées dans la mesure du possible et du nécessaire à prendre en main leur bien-être économique, à ne pas compter sur un conjoint absent, à ne pas se limiter à cause d'enfants qu'elles n'ont pas eus ou dont elles n'ont pas la charge. Aussi n'est-il guère surprenant que plus de 70% d'entre elles participent à la main-d'oeuvre entre 15 et 44 ans (1981). Toutefois, en Gaspésie, elles paraissent se retirer plus tôt du marché du travail, peut-être à cause du chômage qui affecte davantage de femmes de ce groupe que dans Rimouski: 11,3% à Rimouski, 15,3% en Gaspésie et 9,4% au Québec. Mais de façon générale, les femmes hors famille de 25 ans et plus semblent mieux armées face au marché du travail que les jeunes du groupe et à tout âge moins vulnérables que les femmes ayant un autre statut familial.

4.1.2 Chômage aigu chez les jeunes célibataires résidant chez leurs parents[25]

Parmi les femmes célibataires résidant chez leur(s) parent(s), la plupart ayant moins de 25 ans, plus de 40% participent à la main-d'oeuvre. Établi selon l'âge, ce pourcentage grimpe pour toucher plus des deux tiers des 25-44 ans; malgré ce taux élevé, les célibataires rimouskoises et gaspésiennes de 25 à 44 ans qui demeurent chez leur(s) parent(s), participent moins à la main-d'oeuvre que les Québécoises de cette catégorie. Une fois de plus, on constate que les jeunes femmes de 15-24 ans sont plus fortement ébranlées par le chômage dans Rimouski (31,4%) et en Gaspésie (43,7%) qu'au Québec (24,0%) en 1981. Le désir de ne pas travailler ou l'instabilité qu'on attribue à ces âges ne peuvent

plus expliquer cette piètre situation qui, avec la crise économique, risque peu de s'être corrigée.

4.1.3 Une participation à la main-d'oeuvre réduite associée à la présence d'enfants chez les conjointes[25]

Dans une certaine mesure, la participation des conjointes à la main-d'oeuvre paraît reliée à la présence ou l'absence d'enfant(s), du moins entre 15 et 44 ans. D'une part, parmi celles qui ont des enfants, moins de 55% font partie de la main-d'oeuvre à ces âges; ce pourcentage grimpe au moins à 75% chez celles qui n'ont pas d'enfant[26]. D'autre part, on constate parmi les femmes sans enfant, qu'une plus forte participation à la main-d'oeuvres est associée au fait d'être partenaire en union libre.

Par ailleurs, dans Rimouski, 13,3% des conjointes chômaient en 1981, soit davantage qu'au Québec (11,0%), mais beaucoup moins qu'en Gaspésie (21,2%).

4.1.4 Les mères sans conjoint, peu scolarisées et nombreuses en chômage[27]

Les mères sans conjoint allient une participation à la main-d'oeuvre peu élevée (31,7% dans Rimouski; 27,4% en Gaspésie) avec une faible scolarité. Outre les enfants célibataires, ce sont elles qui connaissent le chômage le plus important: environ 1 sur 4 (25,6%) en Gaspésie et 1 sur 5 (18,1%) dans Rimouski sont touchées, ce qui place ces femmes derrière leurs consoeurs québécoises (14,1%).

4.1.5 Être plus scolarisées et augmenter sa participation à la main-d'oeuvre[27]

La variable scolarité semble souvent constituer un filtre en ce qui a trait à la participation à la main-d'oeuvre et au chômage qui y est associé. À une plus forte participation à la main-d'oeuvre est jointe une scolarité plus élevée dans Rimouski, dans les Îles, en Gaspésie, tout comme chez les Québécoises d'ailleurs. De plus, les femmes ayant fréquenté l'université subissent moins le chômage que les autres; toutefois, celles qui ont étudié au Collège sont sévèrement affectées par ce problème. Rimouski est la région où le chômage est généralement le plus faible, particulièrement en ce qui concerne les femmes peu scolarisées. Ces Rimouskoises travaillent manifestement dans des secteurs plus stables; cela est peut-être également relié au fait que 6,9% d'entre elles[28] (au moins 3 fois plus qu'au Québec) sont des femmes collaboratrices dans l'entreprise familiale et 2,4% des employeures (2 fois plus qu'au Québec)[28].

TAUX DE PARTICIPATION À LA MAIN-D'OEUVRE ET TAUX DE CHÔMAGE DES FEMMES SELON LA RÉGION ET LA SCOLARITÉ, QUÉBEC, 1981 (%)

Niveau de scolarité atteint	Participation			Chômage		
	Rim.	Iles	Gasp. moins Iles	Rim.	Iles	Gasp. moins Iles
. moins de 9	18,0	33,9	18,4	11,8	22,8	28,2
. 9-13 années	48,8	57,9	43,0	15,7	25,0	27,8
. collégial	69,1	78,1	70,1	16,8	26,5	24,7
. université	83,2	91,8	85,2	15,3	17,9	12,6

4.2 Statut professionnel et travail à temps partiel

4.2.0 Une scolarité plus élevée facilite le passage à l'état de salariée

Dans Rimouski, 89,8% de la main-d'oeuvre féminine est salariée[29], par rapport à 85,7% en Gaspésie. L'importance de ce groupe augmente proportionnellement avec la scolarité des femmes, 8 femmes sur 10 qui n'ont pas 9 années d'études et plus de 9 sur 10 chez les universitaires étant salariées[30].

Même si le nombre absolu de femmes employeures et de travailleuses autonomes[31] est limité, elles représentent parmi l'ensemble des femmes n'ayant pas 9 années de scolarité 5,7% de la main-d'oeuvre féminine de Rimouski et 6,0% de celle de Gaspésie comparativement à 4,0% pour leurs consoeurs du Québec. C'est ainsi que ces femmes, ne pouvant être salariées, évitent l'exclusion de la main-d'oeuvre. Au total, peu importe le niveau de scolarité, on dénombre environ 385 femmes de la région de Rimouski et quelques 960 femmes de la Gaspésie employeures ou travailleuses autonomes (aux Îles-de-la-Madeleine elles forment 1,8% de la main-d'oeuvre féminine, 4,8% dans Bonaventure et 3,6% dans le reste de la Gaspésie).

Par ailleurs, 240 femmes dans Rimouski, 90 aux Îles, 30 à Gaspé-est et 210 dans les comtés regroupés de Gaspé-ouest, Matane et Matapédia, étaient classées en 1981 comme travailleuses familiales non rémunérées. N'ayant pour la plupart atteint que de faibles niveaux de scolarité (c'est-à-dire primaire et secondaire), ces femmes

collaboratrices oeuvrent très souvent en agriculture ou dans le commerce de leur conjoint. Elles représentent 74% des personnes des deux sexes appartenant à ce statut professionnel. L'importance de ces femmes dans la main-d'oeuvre est particulièrement remarquée dans Rimouski et sur le territoire de Gaspé-ouest, Matapédia et Matane parmi celles ayant moins de 9 années d'études.

4.2.1 Près d'une femme sur trois travaille à temps partiel au Iles-de-la-Madeleine

Nécessité économique, type d'emplois offerts, situation familiale, présence d'enfant(s), coût du gardiennage, salaire, horaires de travail, etc., tous ces facteurs contribuent à donner une certaine importance au travail à temps partiel chez les femmes[32].

PROPORTION DE FEMMES TRAVAILLANT À TEMPS PARTIEL SELON LA SITUATION FAMILIALE ET LA REGION, QUEBEC, 1980

Situation familiale	Rim.	Iles	Gasp. moins Iles	Québec
conjointes sans enfant	14,5	30,5	17,3	16,3
conjointes avec enfants	29,4	36,2	26,4	30,7
mères sans conjoint	18,9	20,0	11,1	19,1
femmes hors famille	14,5	18,8	15,6	14,1
enfants célibataires	28,7	33,1	21,5	28,3
Total	23,4	33,0	22,0	23,5

La présence d'enfant(s) à la maison pour les conjointes et les difficultés rencontrées par les jeunes dans la recherche d'emplois à plein temps font peut-être en sorte que l'on retrouve beaucoup d'emplois à temps partiel chez ces 2 catégories. Peut-être ne s'agit-il là que d'un effet des petits nombres, mais on constate tout de même qu'un tiers des emplois féminins aux Îles-de-la-Madeleine est à temps partiel.

4.3 Secteurs d'emplois et professions

4.3.0 Les femmes de la Gaspésie plus présentes dans l'industrie manufacturière (tableau 2, graphique 4)

Les femmes des deux sous-régions étudiées, tout comme l'ensemble des Québécoises, se concentrent très fortement dans le secteur tertiaire puisque plus d'une sur deux (environ 55%) travaille dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels, comparativement à un homme sur quatre ou cinq.

TABLEAU 2 : . Répartition en pourcentage de la main-d'oeuvre expérimentée [1] par secteur d'activité, certains sous-groupes, selon le sexe.
. Pourcentage de femmes, par secteur d'activité et certains sous-groupes.
. Taux de chômage de la main-d'oeuvre expérimentée par secteur d'activité , certains sous-groupes, selon le sexe.
Comparaison : Rimouski et Gaspésie, 1981 (approximation)[2].

Secteur d'activité de sous-groupes	Main-d'oeuvre par secteur (%)			% de femmes	Taux de chômage %		
	F	H	Total		F	H	Total
RIMOUSKI							
.Mines, forêts,chasse, pêche,agr.	3,3	10,7	7,6	17,4	5,1	17,6	15,5
dont : -mines	...	...	0,3	...	...	...	36,8
-forêts	...	...	2,0	...	...	...	31,7
-agriculture	...	...	5,0	...	...	...	6,7
-chasse & pêche	...	...	0,3	...	...	...	31,3
.Industries manufacturières	2,7	12,1	8,3	13,3	12,3	8,7	9,2
.Bâtiment,trav.publ.,transp. communic. & autres serv.publics	9,8	22,3	17,2	23,1	7,7	13,7	12,3
.Commerce	16,8	17,8	17,4	39,2	11,9	7,5	9,2
.Finances,assur.et autres aff.imm.	5,7	2,8	4,0	58,5	5,6	6,2	6,4
.Serv.socio-cult.,comm & pers.	54,9	25,5	37,5	59,7	11,0	10,9	11,0
dont : -enseignement	13,3	7,9	10,1	53,4	8,1	3,6	6,0
-serv.méd.et sociaux	17,9	5,5	10,6	69,0	6,9	5,2	6,4
-hébergement et rest.	9,4	3,8	6,0	63,1	19,9	19,7	19,8
.Administration publique	6,9	8,9	8,1	34,9	15,0	14,5	14,6
Total :	100,0	100,0	100,0	40,7	10,9	11,3	11,1
N	12050	17550	29600	///	///	///	///
GASPESIE							
.Mines, forêts,chasse, pêche,agr.	3,2	19,7	13,3	9,2	23,3	18,7	19,1
dont : -mines	...	...	4,0	...	...	...	5,0
-forêts	...	...	3,9	...	...	...	45,6
-agriculture	...	...	3,6	...	...	...	10,4
-chasse & pêche	...	...	1,8	...	...	...	10,3
.Industries manufacturières	11,9	22,0	18,1	25,5	15,8	13,5	14,1
.Bâtiment,trav.publ., transp. communic. & autres serv.publics	3,6	16,0	11,2	12,4	17,2	17,7	17,6
.Commerce	15,6	14,5	14,9	40,5	15,2	9,7	11,9
.Finances,assur.et autres aff.imm.	4,9	1,5	2,8	67,4	9,9	10,7	10,2
.Serv.socio-cult., comm & pers.	54,8	18,2	32,4	65,5	17,6	15,3	16,8
dont : -enseignement	14,3	5,7	9,2	62,1	7,4	5,8	6,8
-serv.méd.et sociaux	15,6	2,9	7,8	77,5	7,2	6,5	7,0
-hébergement et rest.	12,6	3,0	6,7	72,6	34,3	23,5	31,3
.Administration publique	6,1	8,1	7,3	32,2	22,1	23,3	22,9
Total	100,0	100,0	100,0	38,3	17,2	15,6	16,3
N	23380	37420	51700	///	///	///	///

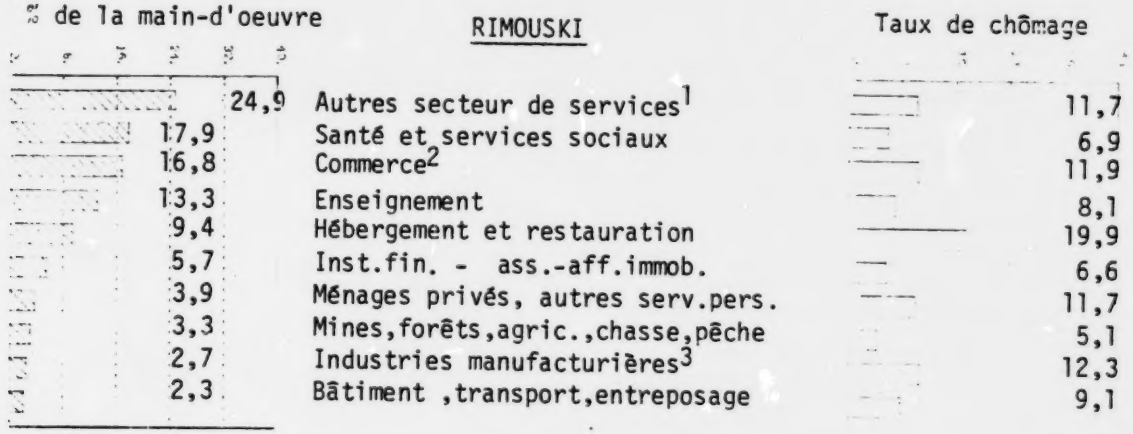
1. Il s'agit des personnes de 15 ans et plus qui ont été en emploi entre le 1er juin et la semaine précédant le recensement.

2. Pour le sexe masculin, les nombres ont été obtenus en soustrayant les femmes du total; toutefois, comme ce tableau résulte du croisement de 2 sous-produits du recensement, les populations de base présentent des différences mineures, l'ordre de grandeur étant respecté.

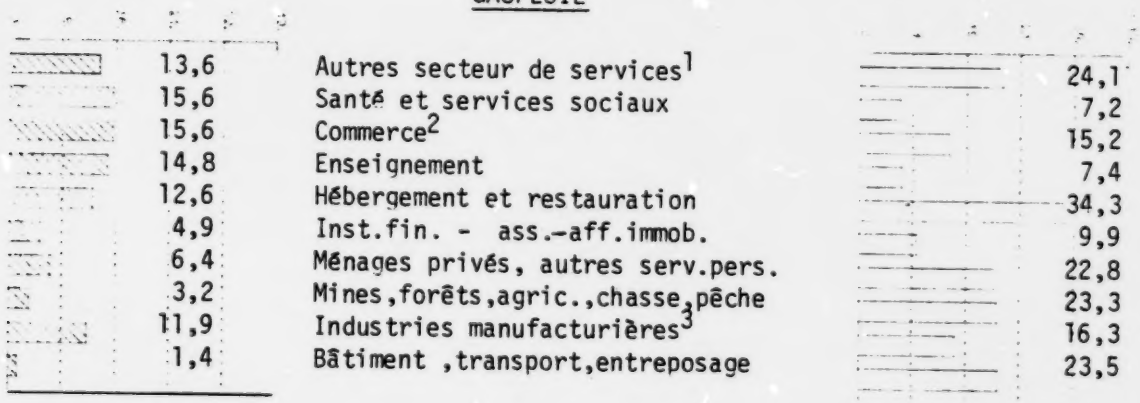
SOURCES : .Statistique Canada, Recensement du Canada, 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, tableaux 5 et 6.
.Statistique Canada, Recensement du Canada, 1981, Population, caractéristiques économiques, MASC, cat.93-965, mai 1984, tableau 1B.

Graphique 4: Répartition en pourcentage de la main-d'oeuvre féminine expérimentée, selon le secteur d'activités économiques. Taux de chômage par secteur de la main-d'oeuvre féminine expérimentée.

Comparaison Rimouski et Gaspésie, 1981.



TOTAL: 100%



TOTAL: 100%

1. Inclut "Communications", "Autres services publics", "Services fournis aux entreprises", "Services culturels, de loisirs et autres", et "Administration publique".
2. Inclut le "Commerce de gros", les "Magasins d'alimentation", les "Magasins de marchandises diverses", les "Magasins de vêtements", les "Autres commerces de détail".
3. Inclut "Aliments et boissons", "Textile, bonneterie, habillement", et "Autres".

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 5 et 6.

Par services on entend surtout les services médicaux et sociaux, l'enseignement et les services annexes, l'hébergement et la restauration. Quant à la dispersion de la main-d'oeuvre dans les autres secteurs, Rimouski se distingue de la Gaspésie:

.Alors qu'on observe, en 1981, 2,7% de la main-d'oeuvre féminine oeuvrant dans l'industrie manufacturière à Rimouski, le pourcentage grimpe à 11,9% en Gaspésie. Or, les femmes de cette dernière sous-région occupent 38,8% du marché total de l'emploi (pour les 2 sexes) et réussissent à obtenir 25,5% des emplois de ce secteur. Cette pénétration du secteur manufacturier est surtout effective aux Îles-de-la-Madeleine (27,2% des emplois féminins et près de 40% des emplois de ce secteur) et, dans une moindre mesure, dans Gaspé-est (17,0% des emplois féminins et 19,2% des emplois de ce secteur). Sur le territoire de Gaspé-ouest, Matapédia et Matane, le secteur manufacturier n'accapare que 7,0% des emplois féminins mais ces dernières occupent 60% des postes créés dans ce domaine.

.En 1981, quelques 395 Rimouskoises (3,3% de la main-d'oeuvre) travaillaient dans le secteur primaire de même qu'environ 750 en Gaspésie; de ces dernières, les trois quarts (74%) résidaient dans Gaspé-ouest, Matapédia et Matane et 19% dans Bonaventure. Si dans Rimouski, on peut supposer que c'est principalement dans l'agriculture (qui fournit 66% des emplois du primaire) qu'elles se retrouvent, on ne peut l'affirmer avec certitude en Gaspésie où les mines (4,0%), les forêts (3,9%), l'agriculture (3,6%), la chasse et la pêche (1,8%) jouent un rôle important pour les 13,3% d'hommes et de femmes qui oeuvrent dans ces domaines.

.Le chômage affectait en 1981 moins de 10% des femmes travaillant dans l'enseignement et les services annexes, les services médicaux et sociaux, les finances-assurances et autres affaires immobilières. Mais dans l'hébergement et la restauration, c'est une femme sur cinq dans Rimouski et une sur trois en Gaspésie qui est touchée. Les autres secteurs connaissent entre 10 et 20% de chômage, les femmes étant généralement légèrement plus défavorisées que les hommes à cet égard.

4.3.1 Les femmes confinées dans des professions traditionnelles à une exception près, en Gaspésie (tableau 3)

Dans la zone de Rimouski, là où se concentrent certains services régionaux, 12,2% des femmes sont sténographes et dactylographes, 8,3% enseignantes ou assimilées à ce personnel, 6,8% infirmières, etc. La liste pourrait s'allonger confirmant que les femmes, encore en 1981, étaient confinées dans des professions plutôt traditionnelles et quasi absentes de l'industrie de la transformation et de l'usinage, peu visibles dans le secteur primaire, dans les travaux reliés au bâtiment, dans le transport, manutention, etc. Seule exception, l'existence de 8,8% d'emploi féminins dans la préparation des aliments et boissons (probablement surtout à la transformation du poisson).

En Gaspésie, la structure professionnelle ne diffère pas profondément de celle de Rimouski, mais des percées doivent être soulignées:

Tableau 3: Répartition de la main-d'oeuvre[1] selon le sexe et la profession, Comparaison Rimouski et Gaspésie, 1981.

Profession	Rimouski %		Gaspésie %		% de femmes dans la profession	
	F	H	F	H	Rim.	Gaspésie
.Sténographes et dactylographes	12,2	0,1	9,1	0,1	99,0	98,8
.Trav.prépar.aliments & boissons	8,8	2,7	10,5	2,1	68,9	75,5
.Enseignantes & personnel assimilé	8,3	4,5	10,6	2,9	55,7	68,5
.Sc.nat.,pures,sociales,artistes	7,5	8,8	3,6	4,9	33,1	30,5
.Teneuses de livres,commis-compt.	6,4	1,7	4,5	1,5	70,8	63,9
.Autres employées de bureau	5,9	3,3	3,1	2,3	55,1	44,5
.Travailleuses sans emploi en '80	5,9	3,2	9,4	5,2	53,4	52,3
.Directrices,gérantes,administ.	5,3	10,8	3,4	6,5	23,8	23,9
.Autres trav.spéc.dans services	4,9	6,6	4,7	5,0	33,2	36,3
.Caissières	4,8	0,3	4,5	0,2	90,6	94,4
.Réceptionnistes,hôtesses d'acc.	4,5	1,5	2,7	0,5	66,3	77,3
.Infirm.autorisées diplômées	4,2	0,3	3,6	0,2	89,5	91,2
.Infirm.-aux.,aides-infirmières	3,7	0,8	2,6	0,3	72,1	85,1
.Bonnes à tout faire,domestiques	3,1	0,0	2,5	0,0	98,4	96,3
.Autre personnel de la santé	2,4	0,3	1,8	0,3	82,2	77,3
.Trav.agric., pêche,forêts,mines	2,4	11,2	2,4	19,2	11,8	6,9
.Trav.bâtiment,transp.,manutention	2,2	20,9	0,7	21,2	5,8	2,1
.Coiffeuses	1,9	0,2	1,2	0,2	82,9	81,3
.Opér.mach.de bureau et mécano.	1,1	0,1	0,4	0,1	93,1	67,7
.Trav.spéc.,soin des enfants	1,1	0,0	2,3	0,0	100,0	100,0
.Fabrication, montage, réparation	1,0	6,7	0,4	8,3	7,1	2,9
.Ind. de transformation & usinage	0,7	5,6	6,4	11,0	8,0	25,9
.Tailleuses, couturières	0,7	0,0	1,7	0,0	94,4	94,6
.Médecins,dentistes,autres spéc.	0,7	0,8	0,2	0,4	14,3	22,9
.Trav.non classés ailleurs	0,2	1,2	0,1	1,3	4,3	5,4
Total %	100,0	100,0	100,0	100,0	40,6	52,3
N	12 720	18 630	26 125	43 345		

1. Incluant les ménages collectifs

SOURCE: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableau 9.

.485 femmes des Îles-de-la-Madeleine (soit 17,1% de la main-d'oeuvre locale) sont des travailleuses dans l'industrie de la transformation et de l'usinage et 805 le sont dans Gaspé-est (11,9%). Au total on en compte 1 670 (6,4% de la main-d'oeuvre) dans toute la Gaspésie. Une personne sur cinq de cette profession est une femme.

.Les travailleuses dans la préparation des aliments et boissons (probablement le poisson) représentent 13% de la main-d'oeuvre féminine dans Bonaventure et 10,5% dans Gaspé-ouest, Matane, Matapédia; sur le territoire gaspésien, elles totalisent 2 745 personnes en 1981.

Enfin, les femmes médecins, dentistes et autres spécialistes sont sous-représentées dans la région et surtout dans Rimouski, par rapport au Québec. Il en est de même pour les travailleuses dans la fabrication, le montage et la réparation des produits finis. Dans cette région comme au Québec, pour 4,2 postes de directeur, gérant, administrateur, un seul est occupé par une femme.

4.4 Les niveaux de revenus

4.4.0 Les jeunes les moins scolarisées disposent d'un plus faible revenu (tableau 4)

Une étude des revenus doit être reliée à la connaissance de plusieurs variables: la présence ou l'absence d'un conjoint, d'enfant(s), des parents en tant qu'appui financier, le fait de travailler à temps plein ou partiel, une partie de l'année ou l'année entière, la scolarité atteinte, etc.

Tableau 4: Répartition des ménages [1] bénéficiaires de l'aide sociale, en juin 1985, selon certaines caractéristiques du responsable, comparaison Bas St-Laurent/Gaspésie et ensemble du Québec.

Caractéristique du responsable	Ensemble du Québec			Bas St-Laurent/Gaspésie		
	H %/catég.	F %/catég.	Taux % féminité	H %/catég.	F %/catég.	Taux % féminité
COMPOSITION FAMILIALE						
.personne seule	70,6	57,2	45	57,4	58,9	44
- a moins de 30 ans	21,8	15,0	41	22,7	24,2	45
.monoparentale	2,0	38,5	95	1,4	33,4	95
.couple sans enfant	10,1	1,2	11	12,0	1,9	11
- a moins de 30 ans	0,6	0,2	26	0,7	0,4	31
.couple avec enfant	17,2	3,0	15	29,2	5,7	13
TOTAL(%)	100,0	100,0	50	100,0	100,0	43
N	208 834	212 652	421 486	12 273	9 410	21 683
AGE						
.moins de 30 ans	34,4	38,1	53	33,3	49,0	53
.30-44 ans	33,1	30,0	48	31,3	25,0	38
.45-59 ans	24,1	22,7	49	25,0	18,4	36
.60-64 ans	7,2	8,0	53	8,9	7,4	39
.65ans et plus	1,2	1,2	50	1,5	0,2	12
TOTAL(%)	100,0	100,0	50	100,0	100,0	43
ETAT CIVIL						
.célibataire	59,5	51,8	47	54,2	62,8	47
.marié-e	23,4	2,5	10	36,6	4,2	8
.veuf-ve	1,3	9,4	88	1,1	10,6	88
.séparé-e-divorcé-e	15,8	36,3	70	8,1	22,5	68
TOTAL(%)	100,0	100,0	50	100,0	100,0	43

1 région socio-sanitaire

SOURCE: Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu du Québec, Direction des politiques de sécurité du revenu, rapport J 42, juin 1985.

Les données[33] ne permettent pas d'isoler l'influence de chaque facteur, mais certaines observations peuvent être faites:

.Plus faible qu'au Québec, le revenu moyen des femmes de la Gaspésie reste inférieur à celui des femmes de la zone de Rimouski. Toutefois, les femmes de la Gaspésie qui ont fait des études collégiales ou universitaires, affichent un revenu supérieur à leurs consoeurs de Rimouski.

.Un revenu deux fois plus élevé distinguait en 1980 les travailleuses à temps plein (10 701$) dans Rimouski, de celles à temps partiel (5 139$). En Gaspésie, cet écart entre les deux types d'emplois est moindre. Toutefois, un travail à temps plein y rapportait 3 272$ de moins (soit 7 429$) que dans la zone de Rimouski, alors qu'une moyenne de 4 893$ était dévolue à un emploi à temps partiel.

.Ventilé selon l'âge des femmes, il appert que le revenu moyen des jeunes et/ou des "enfants célibataires" (à peu près synonymes) s'écarte très nettement de cette moyenne; en effet, en 1980, le revenu moyen des femmes de 15-24 ans travaillant à temps plein était semblable au revenu gagné par les femmes de 25-34 ans occupant un poste à temps partiel (de 5 600$ à 6 650$).

.Une scolarité toujours plus poussée constitue un atout dans la détermination du revenu moyen personnel dans la mesure où elle permet, entre autres, une participation accrue à la main-d'oeuvre. Les femmes n'ayant pas cumulé 9 années de scolarité disposaient annuellement en 1980, de moins de 6 300$ comparativement à 12 400$ -

18 800$ pour les universitaires (de situation familiale différente et de lieux divers), si on fait, bien sûr, abstraction des enfants célibataires, donc des jeunes.

.Les personnes hors de la main-d'oeuvre (revenu inférieur à 6 100$) ou celles en chômage (revenu compris entre 1 700$ et 8 300$) qu'elles soient jeunes ou non, mères sans conjoint ou conjointes à la maison, femmes faiblement scolarisées ou vivant seules, toutes ces femmes sont le plus susceptibles d'être touchées par la pauvreté: leur revenu provient principalement de transferts gouvernementaux.

Un indicateur de cette pauvreté, la proportion des bénéficiaires de l'aide sociale, révèle une augmentation de plus de 20% du nombre de ménages[34] entre 1981 et 1984 pour la région socio-sanitaire du Bas St-Laurent/Gaspésie, augmentation du même ordre que celle constatée dans l'ensemble du Québec. En juin 1985, des données similaires indiquaient qu'une femme était responsable du ménage bénéficiaire dans 43% des cas en Bas St-Laurent/-Gaspésie, comparativement à 50% pour le Québec. La région se distingue du Québec par le fait qu'un pourcentage très élevé de "ménages féminins" a une responsable âgée de moins de 30 ans, soit 49% (38,1% pour le Québec). On constate que ces ménages féminins sont composés de personnes seules dans près de 60% des cas: filles célibataires et/ou jeunes femmes de moins de 30 ans pour beaucoup. Pour un autre tiers (33,7%), ce sont des mères responsables d'une famille monoparentale. Situation similaire au Québec, où leur importance y apparaît un peu plus grande (38,5%). En outre, dans la région, 95,9% des femmes bénéficiaires sont ou célibataires, ou veuves, ou séparées ou divorcées,

comparativement à seulement 63,4% des hommes. Pauvreté semble rimer avec "vie hors-mariage" ou monoparentalité, plus souvent pour les femmes que pour les hommes, tant en Bas St-Laurent/Gaspésie qu'au Québec.

CONCLUSION

La situation économique des femmes du Bas St-Laurent/-Gaspésie semblait, en 1981, étroitement reliée à des critères d'âge, de situation familiale et de scolarité. De façon générale, les femmes de la Gaspésie paraissent davantage touchées par le chômage que celles de Rimouski ou que leurs consoeurs québécoises. Une plus grande vulnérabilité caractérise l'ensemble des jeunes femmes de 15-24 ans, premières victimes du manque de travail, les mères sans conjoint parce que peu scolarisées et, plus globalement, toutes les femmes faiblement scolarisées. Toutefois, dans Rimouski, les quelque 18% de la main-d'oeuvre qui n'ont pas atteint la 9ième année sont légèrement moins affectées par le chômage (12%) que les autres travailleuses plus scolarisées de la région, lesquelles sont toutes également affectées par le manque d'emploi (16%); toutefois, parmi cette main-d'oeuvre peu instruite, on observe une fraction plus grande de femmes collaboratrices, d'employeuses et de travailleuses autonomes que dans les autres groupes; d'ailleurs, le revenu moyen d'emploi de ces femmes est significativement moins élevé que celui des femmes plus scolarisées.

Au plan scolaire, Rimouski exerce un effet attractif sur la Gaspésie et la région de Québec. Aussi, cette zone apparaît-elle plus favorisée que la Gaspésie et autant que le Québec ou presque, en terme d'études post-secondaires. Les résidentes du reste de la péninsule et des Îles doivent souvent émigrer si elles veulent poursuivre leurs études, de là la faible proportion de celles ayant accédé au collège ou à l'université, quoique les Îles-de-la-Madeleine fassent meilleure figure que les autres division de cette sous-région. D'autre part, malgré un

éventail relativement varié des programmes offerts, les femmes se confinent la plupart du temps dans des choix assez traditionnels (humanité, sciences sociales, techniques infirmières et nursing, éducation, etc.) et négligent les quelques portes d'entrée que constituent les options reliées à la connaissance et au développement des ressources naturelles du milieu[39].

La tendance actuelle quant aux orientations scolaires des femmes ne contribuera qu'à prolonger une situation constatée en 1981 et caractérisée par une structure féminine d'emploi traditionnelle et peu diversifiée dans Rimouski par rapport à ce qu'on observe chez les hommes de la région ou même chez les Québécoises. Néanmoins, la main-d'oeuvre agricole et celle du secteur des pêches, forêts et mines se compose, dans la sous-région de Rimouski, de plus de femmes (17% du total) qu'en Gaspésie (9%). Par contre, les Gaspésiennes se distinguent des Rimouskoises par leur plus forte pénétration dans le secteur manufacturier. Elles sont non seulement plus engagées dans la préparation des aliments et boissons (76% de la main-d'oeuvre est féminine par rapport à 69%) mais aussi comme travailleuses dans les industries de transformation et d'usinage (26% par rapport à 8%).

Le constat d'inégalités, l'identification des groupes défavorisées, la connaissance des tendances actuelles suggèrent des réflexions et des champs d'intervention souhaitables. Des modifications d'attitudes personnelles des femmes face à leurs possibilités, face aux choix scolaires et professionnels, sont nécessaires mais ne pourront avoir cours dans des changements simultanés chez les employeurs et de façon générale dans les milieux industriels, gouvernementaux et autres.

À l'heure actuelle, existe-t-il des programmes régionaux de formation en entreprise? Si oui, s'adressent-ils autant aux femmes qu'aux hommes? Une formation appropriée et dont on pourrait exiger qu'elle soit reconnue et certifiée par l'État, pourrait pallier les handicaps et l'inexpérience trop souvent associés à une faible scolarité...ou à la jeunesse des personnes.

Que sait-on des aires de production des femmes et des possibilités qu'elles offrent? Il y aurait lieu de leur donner les moyens de se regrouper (sessions de formation, etc.) en coopérative de production semi-industrielle en prenant exemple sur certaines qui fonctionnent bien présentement. Cette proposition permettrait de faire reconnaître cette forme de travail, tout en assurant un revenu et peut-être constituer un tremplin vers la formation de petites entreprises originales.

Songeons-nous à exploiter le recours à des programmes d'accès à l'égalité, maintenant permis par la Charte québécoise des droits de la personne et même encouragés par le gouvernement? Ces programmes visent expressément à remédier à la discrimination systémique dont les femmes et d'autres groupes sont victimes. À cet effet, il y aurait lieu de suggérer les secteurs d'activité le plus urgents à examiner, les programmes de formation professionnelle à réviser, etc.

Par ailleurs, ne faudrait-il pas assurer une meilleure vigilance pour faire respecter les normes minimales de travail qui devraient s'appliquer aux diverses catégories de travailleuses et de travailleurs, surtout face aux non-syndiquées.

Au plan scolaire, l'éloignement des grands centres ne devrait pas pénaliser les populations toujours en droit d'exiger des services de qualité et adaptés à leurs besoins, même si, en plus de son campus, l'UQAR offre des services universitaires dans ses bureaux régionaux de Carleton, Gaspé et Matane. On pourrait songer aux mesures suivantes:

.Services médiatisés (par le canal de la télévision communautaire ou autre) pouvant même atteindre les très petits centres.

.Ententes diverses avec les CEGEP et l'UQAR pour assurer des services plus étendus.

.Pressions du milieu auprès des universitaires et du gouvernement pour signifier davantage les besoins d'enseignement collégial et universitaire en Gaspésie; pour réclamer la présence permanente d'un conseiller pédagogique apte à confirmer et à stimuler les inscriptions dans certains programmes; pour suggérer qu'il y ait en région un corps professoral régulier et itinérant; pour exiger des conditions d'accès qui tiennent compte du contexte dans lequel la région évolue (contraintes géographiques et celles engendrées par le marché du travail).

.S'assurer de la collaboration des institutions scolaires régionales pour penser à une brochette de moyens publicitaires (à l'intérieur des cours, avec l'aide des services étudiants, par le théâtre, etc) informatifs pouvant susciter d'abord la curiosité puis l'intérêt des filles et leur engagement dans des secteurs et professions jusque là délaissés par elles.

Chaque groupe de femmes même minoritaire en soi, défavorisée à cause d'une conjoncture préjudiciable aux jeunes, d'une scolarité déficiente, pénalisé par l'éloignement ou l'isolement, d'un équilibre financier menacé par une rupture d'union et rendu plus difficile par la présence d'enfants à charge, etc., chaque groupe donc a son importance et justifie qu'on s'y attarde. Les regards posés sur la situation des femmes doivent mener à la recherche d'alternatives, de solutions adéquates susceptibles de réduire le fossé qui sépare les femmes de la région des hommes ou même des Québécoises, tout en dessinant plus clairement le visage des femmes sur la toile régionale.

NOTES

1. Consulter les notes explicatives à l'annexe II point 2.1

2. La région étant vaste et non homogène, on comprendra que les généralités émises omettent de considérer le caractère spécifique de certaines zones comme les Iles-de-la-Madeleine. De plus, Rimouski se distingue de la Gaspésie par sa plus grande proximité avec Québec et par son développement plus rapide.
   SOURCES:
   - LAFONTAINE, Frankie, Le profil de l'est du Québec, région 01, OPDQ, 1976, BILLETTE, René.
   - Industrie Québec et Tourisme-Québec, Bas-St-Laurent, Brochure sans date.
   - MIC et ATR des Iles-de-la-Madeleine, Brochure sans date.
   - MIC et ATR de Gaspésie, Gaspésie, 1984.
   - RASTOUL, Pierre, Les Iles-de-la- Madeleine, Editeur officiel du Québec, juin 1979, ROUSSEAU, Gilles.
   - BELANGER, Jules Histoire de la Gaspésie, Boréal Express et IQR 1981, DESJARDINS, Marc, FRENETTE, Yves.

3. Incluant les 5 165 femmes de 15 ans et plus ds Iles-de-la-Madeleine.

4. Les données ne sont disponibles que pour l'ensemble de ce territoire.

5. Taux de fécondité: il est le rapport des naissances vivantes selon l'âge de la mère (15-49 ans) survenues pendant une année donnée, à la population féminine moyenne d'âge correspondant.
SOURCE: DUCHESNNE, Louis, "La situation démographique du Québec", BSQ, tableau 404 des données provisoires et définitives (à paraître).

6. Conjointe: Femme légalement mariée ou vivant en "union libre" et habitant le même logement que le conjoint.

7. SOURCE: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 1 et 2.

8. Dans Bonaventure 21,8% des conjointes de 15-24 ans vivent en union libre.

9. Femmes qui se sont séparées ou qui ont divorcé sans jamais se remarier.

10. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 1 et 2.

11. Mères sans conjoint: (monoparentalité) il s'agit ici de femmes sans conjoint et responsables d'enfants célibataires habitant le même logement qu'elles, peu importe l'âge de ces enfants. Cette femme peut être célibataire, veuve, séparée ou divorcée.

12. Ce résultat peut en partie être imputable à l'effet des petits nombres.

13. Enfants célibataires: elles ne se sont jamais mariées peu importe leur âge et vivent dans le même logement que leur(s) parent(s).

14. Hors famille: membre d'un ménage; peuvent vivre seules ou avec des personnes auxquelles elles ne sont pas apparentées. Elles peuvent également être apparentées à un ou des membres du ménage sans avoir de liens conjugaux ou directement filiaux, ascendants ou descendants (ex.: soeur, cousine, grand-mère).

15. Université du Québec à Rimouski.

16. LAVIGNE, Jacques, Zone de recrutement des établissemens d'enseignement collégial, MEQ, 1983.

17. CHENARD, Pierre, Analyse descriptive des caractéristiques socio-économiques et motivations des étudiants de l'UQAC, l'UAQR, l'UQTR et GEVOQ, septembre 1979.

18. Les données sur la provenance des étudiantes et étudiants du collégial indiquent davantage d'entrées que de sorties dans la région en ce qui a trait aux inscriptions collégiales en 1982.

19. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableau 1.

20. Données tirées de: MEQ, Diplômés 1983, DEED, tableaux 14.3 et 18.3, 1985.

21. Ces données excluent l'éducation des adultes et sont tirées de: MEQ, DGEC, Diplômés d'études collégiales, Statistiques, années scolaires 1967-68 à 1979-80, juin 1981, doc. 15-5841.

22. Données tirées de: MEQ, Diplômées 1983, DEED, tableaux 9 à 12, 1985.

23. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1981, Population, caractéristiques économiques, MASC, mai 1984, cat 93-965, vol. 2, tableau 1.

24. Gaspésie: inclut les comtés des Îles-de-la-Madeleine, de Gaspé-Est et de Gaspé-Ouest, la quasi-totalité de Bonaventure et la partie nord de Matane.

    Bas St-Laurent: inclut les comtés de Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Matapédia, une petite partie du nord de Bonaventure et la quasi-totalité de Matane.

    Les données sont tirées de l'Enquête sur la population active et fournies par le Bureau de la statistique du Québec.

25. Données tirées de Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, tableaux 2 et 3.

26. Ce taux varie selon la sous-région ou le type d'union considéré, c'est-à-dire mariée légalement ou conjointe de fait mais est au moins égal ou supérieur à 75%.

27. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 2 et 3.

28. 85 femmes collaboratrices et 29 employeures ayant moins de 9 années de scolarité.

29. Salariée: Travaille surtout contre rémunération, à la commission ou contre rémunération en nature.

30. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 9 et 12.

31. Employeure: agit surtout à son compte, mais avec aide rémunérée, donc avec au moins une personne à son emploi.
Travailleuse autonome: agit surtout à son compte sans aide rémunérée, c'est-à-dire sans personne à son emploi.

32. Données tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, 1981, tableaux 4 et 11.
Type d'emploi: il s'agit de l'emploi occupé pendant le plus grand nombre de semaines pour les personnes de 15 ans et plus qui ont travaillé en 1980. Il n'y a pas de définition précise du travail à temps plein ou partiel.

33. Donnés tirées de: Statistique Canada, Recensement du Canada 1981, compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, Gouvernement du Québec, tableaux 1-2-3-4.

34. Les prestations étant versées à des personnes seules et à des ménages, les taux de féminité reflètent le sexe du responsable du ménage.

ANNEXE I

1.0 Signes conventionnels

///	absence
N	nombre absolu
...	résultat non disponible
%	pourcentage

1.1 Sigles

ATR	Association touristique régionale
BSQ	Bureau de la Statistique du Québec
CSF	Conseil du statut de la femme
MASC	Ministère des approvisionnements et services Canada
MEQ	Ministère de l'éducation du Québec
MICT	Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme
OPDQ	Office de planification et développement du Québec

1.2 LISTE DES MUNICIPALITES DES 2 SOUS-REGIONS GENERALEMENT RETENUES DANS L'ETUDE [1]

1.2.1 RIMOUSKI

Bic (vl)
Biencourt (sd)
Esprit-Saint (sd)
Fleuriault (sd)
Lac-des-Aigles (sd)
Luceville (vl)
Mont-Joli (v)
Mont-Lebel (sd)
Rimouski (v)
Rimouski est (vl)
St-Anaclet de Lessard (p)
St-Charles-Garnier (p)
St-Donat (p)
St-Eugène de Ladrière (p)
St-Fabien (p)
St-François-Xavier des Hauteurs (p)
St-Gabriel (p)
St-Guy (sd)
St-Jean-Baptiste (sd)
St-Joseph de Lepage (p)
Ste-Luce (p)
St-Marcellin (p)
St-Mathieu de Rioux (p)
St-Médard (sd)
St-Narcisse de Rimouski (p)
St-Simon (p)
St-Valérien (p)
Ste-Angèle de Mérici (p)
Ste-Anne de la Pointe au Père (vl)
Ste-Blandine (p)
Ste-Flavie (p)
Ste-Odile sur Rimouski (p)
Trinité Des Monts (p)

1.2.2. GASPESIE

1.2.2.1 Bonaventure

Bonaventure (sd)
Caplan (sd)
Carleton (v)
Escuminac (sd)
Grand-Cascapedia (sd)
Hope (ct)
Hope Town (sd)
L'Ascension de Matap.(sd)
Maria, Maria 2 (sd)(R)
Matapédia (p)
New-Carlisle (sd)
New-Richmond (v)
Nouvelle (sd)
Paspébiac (sd)
Paspébiac ouest (sd)
Pte-à-la-Croix (sd)
Port-Daniel est-ouest (ct)
Restigouche (r)
Ristigouche (ct)
Ristigouche sud est (ct)
St-Alexis-de-la Matap.(p)
St-Alphonse (sd)
St-Elzéar (sd)
St-Fidèle de Rest. (sd)
St-François d'Assise (p)
St-Godefroy (ct)
St-Jules (sd)
St-Omer (p)
St-Siméon (p)
Ste-Germaine de l'Anse aux Gascons (p)
Shigawake (sd)

1.2.2.2 Gaspé-est

Chandler (v)
Cloridorme (ct)
Gaspé (v)
Grande-Rivière (v)
Grande-Vallée (sd)
Newport (sd)
Pabos (sd)
Pabos Mills (sd)
Percé (v)
Petite Vallée (sd)
St-François de Pabos (sd)
Ste-Thérèse de Gaspé (sd)

1.2.2.3 Gaspé-ouest

Cap-Chap (v)
La Martre (sd)
Marsoui (vl)
Mont-St-Pierre (vl)
Murdochville (v)
Rivière-à-Claude (sd)
St-Joachim de Tourelle (p)
St-Maxime du Mt-Louis (sd)
Ste-Anne Des Monts (v)
Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine

---

1. SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, Population, MASC, Juin 1982, cat. 93-905.

1.2.2.4 Matane

Baie-des-Sables (sd)
Capucins (sd)
Grand Métis (sd)
Grosses Roches (sd)
Les Boules (sd)
Les Méchins (sd)
Matane (v)
Métis sur Mer
Petite Matane (sd)
Price (vl)
St-Adelme (p)
St-Jean de Cherbourg (p)
St-Jérôme de Matane (p)
St-Léandre (p)
St-Luc (p)
St-Nil (sd)
St-Octave de Métis (p)
St-Paulin Dalibaire (p)
St René de Matane (p)
St-Thomas de Cherbourg (p)
St-Ulric (vl)
St-Ulric de Matane (p)
Ste-Félicité (vl) (p)
Ste-Paule (sd)

1.2.2.5 Matapédia

Amqui (v)
Causapscal (v)
La Rédemption (p)
Lac-au-Saumon (vl)
St-Alexandre des Lacs (p)
St-Antoine de Padoue de Kent (p)
St-Benoit-Joseph-Labre (p)
St-Cléophas (p)
St-Damase (p)
St-Edmond (sd)
St-Jacques le Maj. de Causapscal (p)
St-Jean Baptiste-Vianney (p)
St-Léon Le Grand (p)
St-Moïse (p)
St-Noël (vl)
St-Pierre du Lac (p)
St-Raphaël d'Albertville (p)
St-Tharcisius (p)
St-Zénon du Lac Humqui (p)
Ste-Florence (sd)
Ste-Irène (p)
Ste-Jeanne D'Arc (p)
Ste-Marguerite (sd)
Ste-Marie de Sayabec (p)
Sayabec (vl)
Val-Brillant (vl)

1.2.2.6 Iles-de-la-Madeleine

Cap-Aux-Meules (vl)
Fatima (sd)
Grande-Entrée (sd)
GRosse-Ile (sd)
Havre-Aux-Maisons (sd)
Ile-d'Entrée (vl)
Ile-du-Havre-Aubert (sd)
L'étang-du-Nord (sd)

ANNEXE II

2.1 Notes explicatives

Les informations sur la participation à la main-d'oeuvre ont trait au marché formel du travail et ignorent le travail rémunéré non-déclaré, le travail bénévole et le travail gratuit exécuté pour la famille sauf s'il s'agit d'une entreprise familiale. Le vocabulaire adopté dans l'étude diffère parfois de celui des publications statistiques; l'activité devient ici la participation à la main-d'oeuvre; la population active devient la main-d'oeuvre tandis que la population inactive se traduit par population hors main-d'oeuvre; le taux de participation à la main-d'oeuvre se substitue au taux d'activité. En procédant ainsi, on se réfère à la population féminine qui est sur le marché du travail sans identifier comme "inactives" les femmes qui restent à la maison.

Il arrive fréquemment, dans les tableaux, que la somme des composantes diffère du total: Statistique Canada arrondit aléatoirement les données qui se terminent par 0 ou 5, d'où un écart possible.

Les informations contenues dans cette monographie sont issues de la même commande statistique que celle utilisée pour la réalisation de: Messier, Suzanne, Les femmes ça compte, Conseil du statut de la femme, 1984. Si vous désirez plus d'informations méthodologiques, vous pouvez consulter cet ouvrage.

2.2 Définitions

MAIN-D'OEUVRE TOTALE:

Elle comprend la partie de la population civile (les forces armées exclues) hors institution, âgée de 15 ans et plus qui avait un emploi sur le marché formel du travail ou se déclarait en chômage pendant la semaine précédant le recensement.

Elle exclut les personnes aux études à plein temps, les conjointes au foyer, les personnes retraitées, les chômeuses et chômeurs découragés, les travailleuses et travailleurs clandestins (au noir), les employées et employés saisonniers recensés en saison morte et ne cherchant pas de travail, les personnes qui ne peuvent travailler en raison d'une longue maladie ou d'une incapacité physique, les pensionnaires d'institutions (orphelinat, foyer pour enfants, centre de soins spéciaux, hôpital, prison, centre d'accueil).

MAIN-D'OEUVRE EN CHÔMAGE:

Elle désigne toutes les personnes de 15 ans et plus qui, au cours de la semaine précédant le recensement, étaient sans travail, mais avaient cherché un emploi au cours des 4 semaines précédentes et étaient prêtes à travailler, ou s'attendaient à reprendre l'emploi dont elles avaient été chassées depuis 26 semaines ou moins, ou avaient pris des dispositions précises en vue de se présenter à un nouvel emploi dans les quatre semaines suivant le recensement.

PROFESSIONS ET SECTEURS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES:

Les catégories utilisées sont celles définies par le CSF dans l'ouvrage de Suzanne Messier, Les femmes ça compte, Conseil du statut de la femme, 1984, annexes I - II.

REVENU MOYEN D'EMPLOI:

Il désigne le revenu total moyen reçu en 1980 par les personnes en emploi de 15 ans et plus et ayant reçu un revenu. Pour établir le revenu moyen, le revenu total du groupe a été divisé par le nombre de personnes qui le composent.

REVENU TOTAL MOYEN:

Il représente la somme moyenne des revenus en espèces reçus par les personnes de 15 ans et plus durant l'année 1980 et provenant des sources suivantes: salaires et traitements totaux; revenu net provenant d'un travail autonome; allocations familiales; pensions de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et prestations du régime de pensions du Canada et du régime des rentes du Québec; prestations d'assurance-chômage; autres revenus de placements; pensions de retraite; rentes et autres revenus en espèces dont les pensions alimentaires.

SCOLARITÉ:

Dernière année d'étude terminée ou non au niveau primaire et secondaire ou dernière année universitaire ou non universitaire terminée.

.Études primaires et secondaires:

Moins de 9 années (incluant "aucune scolarité" et "maternelle" seulement)

9ième et 10ième année

11 à 13 années (incluant le certificat d'études secondaires et certificat d'une école de métiers)

.Collégial

Il s'agit d'études non universitaire qui, au Québec, correspondent au niveau collégial de formation générale et professionnelle.

.Études universitaires:

Niveau de certificat, diplôme de premier et de deuxième cycle, baccalauréat, maîtrise et doctorat.

TAUX DE PARTICIPATION À LA MAIN-D'OEUVRE:

Il exprime sous forme de pourcentage le nombre de personnes en emploi et en chômage par rapport à la population totale de 15 ans et plus.